

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Commissariat à la Sécurité
Alimentaire (CSA)

Projet de Mobilisation des Initiatives
en matière de Sécurité Alimentaire
au Mali (PROMISAM)



REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple – Un But – Une Foi

REGION DE MOPTI
Cercle de Koro
Commune rurale de Madougou

PLAN DE SECURITE ALIMENTAIRE COMMUNE RURALE DE MADOUGOU

2007- 2011

*Elaboré avec l'appui technique et financier de l'USAID-Mali
à travers le projet d'appui au CSA, le PROMISAM*



Novembre 2006

I. Contexte et justification

Le Mali vaste pays sahelo-sahélien enclavé a connu et connaît de nos jours l'insécurité alimentaire suite aux différentes sécheresses et invasion de criquets.

Le cercle de Koro, considéré dans un passé récent comme le grenier de la 5^e région a subi des disettes en 1954, 1985, 1986 et avec moins d'acquiescement en 2003.

Au Mali, l'état a tenté de remédier à cet état de fait. Ainsi, chaque pouvoir pendant sa gestion du pays a institué des structures, élaboré des stratégies, mené des activités : la colonisation en créant des greniers de réserves et des champs de démonstration pour un meilleur encadrement des paysans, la 1^e république par les champs collectifs, l'OPAM, la 2^e république par la mise en place de stock de sécurité, la 3^e république et courant 2006, ce fut la création du commissariat de la sécurité alimentaire.

Lors du lancement de la création des Banques de sécurité, la commune de **Madougou** a signé comme ses consœurs le protocole de la mise en place d'une banque de sécurité avec une dotation de 20 Tonnes au titre d'assistance du gouvernement.

Les différentes crises alimentaires qui ont secoué le Mali, depuis un certain nombre d'années, n'ont pas épargné la commune de **Madougou**. Situé en plein seno gondo, la commune de **Madougou** a un climat de type sahélien avec une pluviométrie annuelle variant entre 300 et 600 mm. Cette hauteur de pluies est si changeante avec les coupures plus ou moins prolongées en hivernage qu'elle compromet la levée des plantes qui aboutit à des fins de campagne souvent catastrophique. Cette situation est tellement fréquente qu'elle plonge les populations dans l'insécurité alimentaire chronique.

Pour juguler cette crise alimentaire presque endémique, il est opportun et indispensable de mettre en commun les efforts soutenus de tous les partenaires au développement pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan de sécurité alimentaire réaliste et fiable pour la commune de **Madougou**.

Cette préoccupation une fois mise en exécution vise à stocker des céréales précédant les récoltes empêchant ainsi la sortie massive des grains hors de la commune.

Ce stock constituera une sécurité pour les populations fortement éprouvées pendant les périodes de soudure.

II. Méthodologie

Les principales étapes se résument comme suit :

La formation des Acteurs

L'organisation d'une formation des formateurs et des élus par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire au chef lieu de cercle à Koro du 01 au 02 Octobre 2006. Cette formation a regroupé :

- ◆ les sous- Préfets,
- ◆ les maires ;
- ◆ les services techniques ;
- ◆ les secrétaires généraux des communes ;
- ◆ les femmes rurales, les jeunes ruraux ;
- ◆ des organisations de la Société Civile ;
- ◆ des partenaires au développement.

Cette formation des acteurs a été présidée par l'adjoint au préfet et facilitée par la DRPSIAP.

Après cette étape, les acteurs élus ont chacun en ce qui lui concerne fait la restitution de la formation aux autres acteurs de la commune.

La tenue des journées de concertation/consultation intercommunautaires

Les Elus, les agents communaux, les chefs de village ou leurs représentants, les conseillers de Villages, les représentants des jeunes, des femmes et de la société civile (associations) ont le **21 Octobre 2006** recensé, analysé, proposé des actions et défini des priorités d'intervention dans le cadre de la sécurité alimentaire. Ces journées étaient facilitées **par l'appui du CCC**. Ils étaient au nombre de **36**. Ces journées ont permis aux populations et élus de discuter et de dégager les solutions villageoises aux problèmes de la sécurité alimentaire. Ces problèmes ont été enfin classés selon piliers (Disponibilité, Accessibilité, Utilisation, Stabilité des aliments).

La tenue de l'atelier de planification

Le conseil communal, les agents communaux appuyés par les services techniques de l'Etat (Santé, Education, SLACAER), , ont approfondi l'analyse des contraintes majeures dégagées lors des journées de concertation intercommunautaires pour proposer des solutions réalistes et réalisables dans le cadre de la sécurité alimentaire de la commune de **Madougou le 26 octobre 2006 au siège de la mairie**. L'atelier de planification était facilité par le CCC. Les acteurs présents étaient au nombre de **24**. (Voir liste en annexes). A partir des résultats des journées inter communautaire, les participants ont suivi les étapes suivantes pour d'aboutir au Plan de sécurité alimentaire 2006 ~ 2011.

- ⇒ Elaboration du plan d'action de la sécurité à travers l'outil Tableau de Plan d'Action
- ⇒ Evaluation du Plan à travers l'outil Tableau Evaluation du Plan
 - ⇒ Elaboration Plan de Financement à travers l'outil Tableau Plan de Financement
 - ⇒ La détermination des stratégies de mise en œuvre du plan de sécurité par les acteurs

La tenue de l'atelier de validation/ Adoption/ Restitution

Le document ainsi élaboré a été soumis à l'adoption du conseil le 03 Novembre 2006 au siège de la mairie. Le plan a été adopté par le conseil suivant délibération **N° 007 CR – M du 03 -11- 2006 par les 22 élus présents**.

Le conseil est pied d'œuvre pour une large restitution du plan au niveau des villages et à l'ensemble des participants à la journée intercommunautaire.

III. Aperçu sur la commune

1. Aperçu historique

Le village de Madougou a été créé en 1900 par Adégné Tagadia KODIO venant d'Ibi.

Le site appartenait déjà au Goro de Dinangourou. Madougou qui est prononcé Madou en Dogon veut dire ou signifie " Mon fardeau".

La commune qui est un ex arrondissement composée de 44 villages s'est divisée en deux communes en 1999 par la commune de Madougou et Barapireli

2. Organisation Administrative

La commune rurale de Madougou dispose d'un conseil communal qui est l'organe délibérant de la collectivité. La commune compte 29 villages officiels. L'organe exécutif est le bureau communal. Elle dispose aussi d'une administration étatique dirigée par le sous préfet qui a pour rôle d'apporter des appuis conseil au conseil à la commune.

Le fonctionnement de la C rurale repose sur deux organes :

- Le conseil communal : La commune de Madougou compte 23 conseillers dont 4 femmes. Le président de l'organe délibérant est une femme. Le taux de réélection est de 30% soit 7 conseillers sur les 23.
- Le bureau exécutif : il est composé du maire et de ses trois adjoints.

Au niveau de chaque village, il existe un conseil de village qui administre le village et le nombre de conseiller villageois varie en fonction de la taille de la population.

La commune fonctionne a en son sein des commissions de travail. Il en existe 4. Elles ont :

- o La commission financière, Economique et foncière
- o La commission développement et Environnement
- o La commission Affaires sociales, éducatives, culturelles
- o La commission jumelage, coopération et sport

Elles sont créées par délibération du conseil communal.

3. Organisation Institutionnelle

Partenaires techniques et financiers et programmes de développement

CCC : Centre de conseil communal Koro

PAMPAD

AEDM

VIA SAHEL

DJOLIBA

AID/ Mali

ANICT

IV. Situation de Référence

1. Le cadre physique et humain

La population totale de la commune est de : 22.030 habitants (RACE 2001) dont 11.090 Hommes et 10.940 femmes. Les actifs s'élevaient à : 13.200 dont 10.000 sont des hommes et le taux de naissance est de 1,016%.

La population est essentiellement composée de Dogon (majoritaire) et de Peulh. Sur les 29 villages la pratique de l'exode rural qui est une vieille habitude, bien que fournit beaucoup de ressources et de biens aux populations constituent un facteur qui fragilise d'année en année l'apport en main d'œuvre.

La religion dominante est l'islam, suivi du christianisme et de l'animisme.

Le potentiel économique de la commune rurale de Madougou repose sur les produits agricoles et pastoraux

Les activités secondaires sont le commerce et l'artisanat

Il est à noter quand même que l'agriculture est la première activité des populations.

Cette agriculture est une agriculture de subsistance et se caractérise par sa faible production due à l'insuffisance des pluies et la pauvreté des sols

Les marchés fréquentés sont les habitants de la commune de Madougou sont Madougou (lundi) Youdiou (jeudi) Bamba (samedi), Bandé (mercredi), Karakindé (jeudi), et Douna-pen (vendredi)

Sur le plan pastoral : l'élevage est pratiqué de façons extensives dans la majorité de cas. Les commerçants de bétails et quelques femmes pratiquent l'embauche ovine. Le cheptel renferme toutes les espèces animales élevées dans le Sahel : Bovins, ovins, caprins, équins, camelins, porcins etc...

Il existe aussi un important effectif de volailles : pintades, poulets etc... on peut aussi noter quelques atouts :

- Existence d'espace agricole
- Existence d'organisation (Association des femmes de Madougou, Domo, Simerou, Domnossogou, Yorou-pen, Karakindé-Dogon.
- Les associations de protection de l'environnement
- Les associations confessionnelles
- L'engagement des responsables communaux et villageois pour le développement communal
- L'importance du cheptel
- La cohésion sociale

Infrastructure et équipements collectifs : la commune rurale de Madougou regorge de quelque infrastructure et équipement collectifs qui sont entre autre :

- Bâtiments: Mairie, bureau du sous préfet, les bureaux des services techniques (santé, écoles, agriculture etc...), des églises protestante, catholique, mosquées.
- Routière le transport est pratique dans la commune par les forains, les véhicules de transport en commun.
- Communication : Deux (2) RAC : sont les moyens de communication avec l'extérieurs. Ce sont le RAC de santé et du sous-préfet.

La Superficie : elle couvre une superficie de : 420 km²

1. Caractéristiques Economiques

a. Agriculture

L'agriculture est la principale activité dans la commune. Elle occupe plus de 90% de la population. La dégradation des sols, l'insuffisance des pluie, l'attaque des déprédateurs, la monoculture sont les nombreuses difficultés aux quelles sont confronté le secteur. Les pluviométries enregistrées : 2004 = 370, 8mn en 33 jours ; 2003= 426,2mm en 47 j ; 2002= 326 mm en 36 jours, 2001 = 346,3 mm en 38 jours.

b. Elevage

La pratique de l'élevage est extensive dans la commune. Les commerçants de bétail, et les femmes pratiquent l'embouche ovine. Le cheptel renferme toutes les espèces animales élevées dans le sahel : bovins, ovins, caprins, équins, asins, camelin, porcins. Il existe un important effectif de volailles : pintades, poules...

Effectif du cheptel de la Commune rurale

Bovins	Ovins	Caprins	Equins	Asines	Volaille
9195	26348	42228	219	1992	53000

c. Le commerce

Ce domaine renferme d'énormes potentialité a cause du marche hebdomadaire de Madougou (Lundi). Le commerce est développé et le marché attire tous les commerçants du cercle de Koro. D'importants échanges se font entre la plaine et le plateau à partir du marché de Madougou. Les transactions céréalières, la vente de condiments et autres articles donnent une grande réputation au marché et commerce dans la commune. Malgré cet atout, une organisation de ce secteur est source de revenu pour la collectivité et la population qui va en profiter pour développer les activités génératrices de revenus.

d. Environnement

L a végétation est de type sahélien, le relief est constitué par une étendue de plaine plate quasi sablonneuse, les zones de gravier sont inexistante dans la commune, ce qui rend difficile la réalisation de petites retenues d'eau. Les espèces d'arbres que composent la végétation sont entre autres : le balanzan, le

baobab, le tamarinier, le lannea acida, le guiera senegalais, les dattes sauvages, quelques épineux comme le zizphus ...etc..

La pression combinée de l'agriculture et de l'élevage fragilise l'environnement d'année en année.

e. Hydraulique

Malgré le potentiel d'équipement en infrastructure hydraulique, l'approvisionnement en eau potable pose problème. La plupart des puits tarissent, s'éboulent, aussi des difficultés d'atteinte de la nappe phréatique. Ce secteur mérite une attention particulière du conseil communal dans la programmation, pour la simple raison que c'est une zone de cheptel.

2. Caractéristiques Socio économiques et culturelles

a. la Santé

Madougou compte 3 aires de santé dont 2 sont fonctionnelles. La non fonctionnalité de toutes les aires jouent sur le taux de couverture sanitaire et d'accès aux soins de santé pour les villages qui sont à plus de 22 Km des centres. Les centres de santé sont localisés à Madougou et Karakindé. La vision du développement des élus prévoit des actions et des réalisations dans ce domaine afin d'atteindre les objectifs de développement sanitaire.

b. L'éducation

La commune dispose de 7 écoles du 1^e cycle et une (1) école fondamentale. Le domaine de l'éducation connaît un déficit important de personnel enseignant. Il va sans dire que ceci joue sur le taux de scolarisation. Le conseil a attaché une importance à ce domaine par la programmation d'action de développement de l'éducation. Il a intégré le programme de développement éducatif dans son plan quinquennal 2005 – 2009.

Types	Nbre	Cycle	Etat					NBRE d'élèves		Nombre d'enseignants			Lieu	Nbre
			B=bon P=passable M=mauvais					G	F	H	F	total		
			Clô-ture	Latri-nes	Point d'eau	Classes	équipement							
Ecole publique	10	1 ^{er}	-	B	-			743	499	21	0	21		
Ecole privée														
Ecole communautaire	2	1 ^{er}				5				4	0	4		
Medersa	1									3	0	3		
Centre d'alpha	3									3		3		
CED	2									1	1	2		

c. L'état de la sécurité alimentaire

L'état général de la sécurité alimentaire dans la commune de 200 à jours d'année en année. C'est dire que l'année 2006 présente une campagne agricole dans l'ensemble plus acceptable que les années antérieures. En 2003 la commune a été victime des attaques acridiennes provoquant un déficit chronique de la production de façon générale, une insécurité de la population.

Néanmoins quelques villages connaissent des déficits céréaliers notamment dans les villages de : Anagadia, Boré, Kassarwan-dà et Dognon, Yoroupen, Tanoua-ibi, Tanou-banani

d. **Art, Culture, Sport et Tourisme**

Les manifestations culturelles, artistiques et artisanales sont rares dans la commune, la seule occasion de manifestation et la fête du 22 septembre date anniversaire de l'indépendance du Mali.

La commune ne dispose d'aucune infrastructure dans ce secteur. Une de vision des élus est la réalisation d'infrastructures sportives et culturelles dans la commune

3. **Infrastructures et Equipements collectifs existants**

Infrastructures	Nombre
Ecoles fondamentales (1 ^{er} cycle)	12
Ecoles fondamentales (2 ^e Cycle)	1
Sous-préfecture	1
Bureau Mairie	1
Pompe Solaire	2
Forage et Puits Modernes	10
Parc Vaccination	4
Campement	1
Pharmacie humaine	3
Dispensaire	2
Maternités	2
Mosquées	33
Eglises	22
Marchés Bétail	1

a. **Les routes**

La commune ne possède aucune route bitumée, cependant elle est traversée par une piste qui est beaucoup fréquentée. Il s'agit de l'axe Koro – Douentza via Madougou. Les voies communication terrestre sont uniquement des pistes rurales avec une passable accessibilité pendant hivernage. Les moyens de transport sont les véhicules de transport publics, les charrettes tirées par des ânes, bœufs, chameaux...

b. **Les moyens de communication**

Le seul moyen de communication est le RAC et la radio **ORONA FM** émettant depuis le chef lieu de cercle. Le RAC de la santé est le plus utilisé pour la communication avec l'extérieur.

c. **Les Equipements marchands :**

Existence d'un marché hebdomadaire à Madougou et Karaindé, un parc de vaccination à Madougou et Karakindé

d. **Les banques de céréales** : il y a une seule banque de céréale à Madougou Dogon

V. Les actions du plan de sécurité alimentaire

Plan Quinquennal de sécurité alimentaire de la commune de: Madougou

Tableau 1: Plan d'action

Piliers	Contraintes	Objectifs Spécifiques	Résultats Attendus	Activités	Intervenants	Responsables
Disponibilité	Pauvreté des sols	Enrichir les sols	Les sols sont enrichis	Utilisation de la fumure organique et chimique	Commune, ONG, Etat, Autres	Maire
	Baisse de production	Accroître la production	La production a augmenté	Utilisation de la variété hâtive		
	Existence des déprédateurs	Lutter contre les déprédateurs	Les ennemis des cultures sont diminués	Dynamisation des brigadiers, dotation en équipement et produits phytosanitaires		
	Non application des techniques culturales	Maîtriser les techniques culturales	Les techniques culturales sont maîtrisées	Sensibilisation et formation en techniques culturales		
Accessibilité	Rareté des céréales sur le marché	Ravitailer les marchés	Les marchés sont ravitaillés	commercialisation des céréales, sensibilisation de la population	Commune, ONG, Etat, Autres	Maire
	Faible revenu de la population	Augmenter le revenu de la population	Les revenus de la population ont augmenté	Création des A.G.R		
	Insuffisance des points de vente	Multiplier les points de vente	Les points de vente sont multipliés	Création et dotation des banques de céréales		
	Aménagement des mares	Multiplier les points d'abreuvement des animaux	Les mares sont aménagées	Aménagement de 5 mares		
Utilisation	Méconnaissance à diversifier les plats	Diversifier les plats	Les plats sont diversifiés	Démonstration culinaire	Commune, ONG, Etat, Autres	Maire
	Faible revenu des ménages	Augmenter le revus des ménages	Les revenus des ménages ont augmenté	Création des A.G.R		
	Persistance des habitudes alimentaires	Changer les habitudes alimentaires	Les habitudes alimentaires ont changé	Sensibilisation sur le changement des habitudes alimentaires		
Stabilité	Bradage des céréales	Diminuer le bradage des céréales	Les céréales sont stockées	Sensibilisation de la population, organisation de la population en coopérative ou en fédération	Commune, ONG, Etat, Autres	Maire

		pour 90 personnes							
	2 Création des A.G.R utilisation des cultures de rentes)	2,9T de semences de sésame, 8,7 T de Niébé précoce	3 190	3 190	0	0	0	0	29 Villages
	3. Sensibilisation sur le changement des habitudes alimentaires	145 séances de sensibilisation	700	140	140	140	140	140	29 Villages
	4. création de 5 cantines scolaires	5 écoles	7 500	3 000	3 000	1 500			Madougou, Simerou, Bandé, Anagadia, Domnonso gou
Stabilité	1 Sensibilisation de population contre le bradage de la production	145 séances de sensibilisation	700	140	140	140	140	140	29 villages
	2 Organisation des producteurs en coopérative ou en fédération	29 associations coopératives créées	1 840	1 840	0	0	0	0	29 villages
	3 Construction des banques de céréales	8 banques de céréales	64 000	0	16 000	16 000	16 000	16 000	Gangabouro, Boré, Banikani, Karakiné, Matéourou, Doma, Orokamba, Sorou
		Total	900 003	235 622	167 972	166 472	164 972	164 965	

Tableau 3 Évaluation du Plan (en milliers de F CFA)

Piliers	Activités	Coût Total	Coût par source de financement					
			Commune	État	ANICT	PTF	Population	Autres
Disponibilité	1. Utilisation de la fumure organique et chimique	100 000	5 000	5 000	0	0	90 000	0
	2. Utilisation de la variété hâtive	52 550	5 255	0	0	47 295	0	0
	3. Dynamisation des brigadiers	17 063	0	0	0	17 063	0	0
	4. Dotation en équipement et produits phytosanitaire	160 295	0	0	0	160 295	0	0
	5. Sensibilisation et formation en techniques culturales	3 565	356	0	0	3 209	0	0
Accessibilité	1. Commercialisation des céréales, sensibilisation de la population	700	700	0	0	0	0	0
	2. Création des A.G.R (petit commerce)	160 000	0	0	0	160 000	0	0
	3. Création de nouvelles banques	400	400	0	0	0	0	0
	4. Dotation de 9 banques de céréales	23 750	1 188	0	0	21 375	1 187	0
	5 Aménagement des mares pour abreuvement des animaux	302 400	15 120	0	0	287280	0	0
Utilisation	1. Démonstration culinaires	1 350	135	0	0	1 215	0	0
	2. Création des A.G.R (utilisation des cultures de rentes)	3 190	319	0	0	2 871	0	0
	3. Sensibilisation sur le changement des habitudes alimentaires	700	700	0	0	0	0	0
	4. création de 5 cantines scolaires	7 500	750	0	0	6 000	750	0
Stabilité	1. Sensibilisation de population contre le bradage de la production	700	700	0	0	0	0	0
	2. Organisation des Producteurs en coopérative ou en fédération	1 840	920	0	0	0	920	0
	3. Construction de 8 banques	64 000	12 800	0	25 600	25 600	0	0
	Total	900 003	44 343	5 000	25 600	732 203	92 857	0

VI. Atouts et Contraintes à la Sécurité alimentaire

Piliers	Atouts	Contraintes
Disponibilité	Existence de surface cultivable et de bras valide diversité des céréales,	Pauvreté des sols
		Baisse de production
		Existence des déprédateurs
		Non application des techniques culturales
Accessibilité	Existence de grands marchés céréaliers	Rareté des céréales sur le marché
		Faible revenu de la population
		Insuffisance des points de vente
		Insuffisance des points d'eau d'abreuvement des animaux
Utilisation	Diversification des mets	Méconnaissance à diversifier les plats
		Faible revenu des ménages
		Persistance des habitudes alimentaires
Stabilité	Diversité de céréales	Bradage des céréales

1. Stratégie de mobilisation financière

Les ressources interne de la collectivité, de l'état, des partenaires et les modalités de financement sont inscrites ici.

La stratégie de mobilisation passe par une participation de tous les acteurs au processus d'élaboration du PSA

Aucune catégorie en aucune couche ne doit être exclu. Ainsi on pourra commencer chaque acteur a adhéré au contenu des activités du PSA et a contribuer financièrement à sa mise en oeuvre

2. Stratégie de mobilisation sociale au tour des objectifs du plan

La stratégie de mobilisation sociale autour des objectifs du plan se fait grâce à la restitution et la définition des mobilisation de collaboration avec les organisations locales, on fera en sorte que tous les acteurs du PSA soient informer du contenu et des apports qu'ils doivent fournir individuellement pour la mise en oeuvre du PSAA ceci passe par la concertation, la restitution, la ventilation du documents du PSA aux partenaires

3. Stratégie de mobilisation des partenaires

Le coût du PSA peut dépasser les capacités financiers de la collectivité, des partenaires peuvent prendre en charge une part des actions programmes. Dans ce cas la collectivité doit asseoir un partenariat étroit pour mobiliser effectivement les partenaires techniques et financiers.

4. Mécanisme de suivi évaluation

On identifie les périodicités, les ressources humaines matérielles et les responsables des opérations, les indicateurs, la nature du système de suivi évaluation etc.... Pour assurer non seulement une élaboration correcte du PSA mais aussi sa mise en oeuvre